

Myriam Boussahba-Bravard, LARCA, université Paris Diderot

Prostitution et féminisme au XIXe siècle en Angleterre :
à qui appartient le corps des femmes ?

L'argumentaire de la biologie a asservi les femmes des démocraties occidentales par le passé et peut encore être discuté aujourd'hui. La réduction des femmes à leur capacité biologique, donc à leur corps reproducteur et objet du désir masculin continuent de les assujettir dans certaines régions du monde. La biologie, science de la « nature », doit évidemment être historicisée comme tout ce qui relève du « naturel » : les femmes tout comme les hommes possèdent un corps pourvu d'organes sexuels et reproductifs. Comment définissait-on une femme au XIXe siècle et comment la définit-on aujourd'hui ? Au XXIe siècle, une femme est d'abord un être humain pour les organismes internationaux. Dans les démocraties occidentales (et similaires), elle est définie comme une citoyenne autonome, ce qui lui confère des droits et des devoirs individuels. Comme les hommes, les femmes disposent légalement de la faculté d'exercer un choix parmi des options disponibles. La biologie ne détermine plus leur vie ; elle ne la contrôle plus non plus depuis que la contraception est normalement accessible. Contrairement au passé, la biologie est subordonnée à leurs aspirations et à leur diversité individuelle, ce qui oblige à parler des femmes (et des hommes) au pluriel, en français comme en anglais. Le singulier ramène les femmes à une définition exclusivement biologique qui, au XIXe siècle, les privait de la propriété de leur corps.

Josephine Butler (1828-1906) et ses engagements pour l'émancipation féminine dans la deuxième moitié du XIXe siècle sont au cœur de la campagne pour défendre les femmes (et les enfants) des ravages de l'activité prostitutionnelle. Son ambition réformatrice s'inscrit dans une tradition libérale qui repose sur l'éducation des personnes et sur leurs libertés fondamentales. À ce titre, Butler n'est pas une philanthrope, mais une réformatrice donc, à partir de 1850, une militante ; elle entend peser sur les institutions du pays afin de modifier les esprits et la loi lors de campagnes vigoureuses dans lesquelles la propagande joue un rôle essentiel.

Les enjeux du corps féminin asservi

Au XIXe siècle, en Angleterre comme ailleurs, une femme se définit d'abord comme une reproductrice et une épouse car les normes sociales excluent la mère célibataire ou « la fille perdue ». Les Anglaises doivent alors obéir à deux prescriptions sociales élémentaires : se marier et avoir des enfants. En conséquence, toutes les célibataires, et dans une moindre mesure les épouses sans enfants, sont des échecs sociaux. Après 1860, les célibataires des classes moyennes sont appelées « femmes surnuméraires », inaptés à la vie sociale qu'elles « parasitent », puisque, autre prescription sociale, elles ne peuvent pas travailler. Sans mari et sans enfants, ce ne sont plus « des femmes » puisque leur capacité biologique inutilisée, voire inutilisable,

devient une incapacité les excluant du groupe normé des femmes. Qu'elles aient été dédaignées ou que la démographie ait joué contre elles ne changent rien : elles sont « monstrueuses » au sens du monstre qui est exclu du groupe. Par ailleurs, les femmes « respectables » ne sont pas censées éprouver de désir sexuel ; seules les prostituées déjà avilies par le commerce qu'elles font de leur corps ressentent un tel désir, cause de leur déchéance morale et physique, pense-t-on alors communément.

Dans la tradition écrite, Mary Wollstonecraft opère la première rencontre entre féminisme et prostitution en 1792 ; elle brouille la distinction entre la prostitution des rues et celle qu'elle qualifie de légale au sein du couple marié ; les femmes sans pouvoir économique doivent se marier pour être entretenues par leur mari :

[Les femmes] pourraient s'occuper de différentes manières si elles étaient éduquées de façon plus cohérente, ce qui pourrait en sauver beaucoup de la prostitution des rues et de celle qui est légale. Les femmes ne se marieraient alors pas pour être entretenues, comme le font ces hommes qui acceptent des charges officielles pour en négliger ensuite les devoirs correspondants ; elles n'essaieraient pas non plus de gagner leur propre subsistance, quelle tentative admirable ! ce qui les ferait dégringoler presque au niveau de ces pauvres créatures abandonnées qui vivent de la prostitution.ⁱ

La deuxième rencontre a lieu après 1860 grâce à l'action collective menée par Josephine Butler qui se concentre sur les prostituées définies comme un corps à vendre, corps moralement condamné et potentiellement infecté. Les Lois contre les maladies vénériennes (LMV, « *Contagious Diseases Acts* ») votées entre 1864 et 1867 sont destinées à lutter contre ces maladies dans les villes et ports de garnison. Ces lois d'exception ne s'appliquent pas à l'ensemble du territoire ni de la population ; seules de graves menaces pesant sur le collectif citoyen peuvent temporairement les légitimer. Les LMV ne concernent pas les clients, militaires et marins, mais les prostituées ainsi pointées comme seules responsables de la contamination : la prostituée déchu moralement l'est aussi médicalement, en transmettant les maladies vénériennes, syphilis et gonorrhée principalement. En 1837, on identifie ces deux maladies comme distinctes et on décrit les trois stades symptomatiques de la syphilis. À partir de 1859, on admet que la syphilis secondaire est contagieuse. Ces maladies vénériennes qu'on ne sait pas vraiment guérir sont un problème de santé publique : les hommes et les femmes se contaminent mutuellement, sans le savoir.

Ainsi, d'emblée, la réponse législative est incomplète puisque les hommes, ici les militaires, ne sont pas ciblés comme le sont les prostituées locales. Si le problème de santé publique est posé, la loi est une interprétation idéologique du diagnostic médical puisque seule la prostituée est proclamée dangereuse. La question prophylactique, celle de la prévention, devient incohérente. Si les prostituées infectent les Anglais, la prostitution devrait donc être interdite. La virilité anglaise est alors définie par un désir sexuel masculin qu'une unique femme ne peut satisfaire implique le recours à d'autres

que son épouse donc à des relations sexuelles hors mariage. Puisque les femmes « respectables » y compris les célibataires n'ont pas de désir sexuel, il ne reste à ces hommes que les prostituées « dépravées » à tout point de vue, moralement, socialement et économiquement. Force est alors de constater que l'enjeu de santé publique pèse moins que celui de la virilité anglaise. Enfin, les maladies vénériennes en question affectent en premier lieu la capacité reproductive des hommes et des femmes (syphilis congénitale ; stérilité des deux sexes pour la gonorrhée), ce qui est connu dans la décennie 1880. Lorsque l'infection de certaines épouses par le mari est avérée, le corps médical soutient la position de Josephine Butler sur l'abrogation des LMV, non pas parce qu'il est féministe, mais parce que, du point de vue de la santé publique, ces lois apparaissent comme un non-sens médical. L'enjeu ne se limite plus au corps malade et instrumentalisé de la prostituée ; il s'agit maintenant de protéger le corps moralement sain de l'épouse et sa capacité à mettre au monde des enfants en bonne santé.

Le paysage politique et associatif de la période 1866-1890

L'abrogation, obtenue en 1886 pour l'Angleterre métropolitaine, couronne la campagne abolitionniste menée par Butler ; elle signifie la fin des lois d'exception et non pas celle de la prostitution. Le parallèle avec la campagne pour l'abolition de la traite (1780-1833), puis celle de l'esclavage dans les territoires britanniques n'est pas que terminologique. D'ailleurs, Josephine et George Butler ne cachaient pas leur opposition à l'esclavage qui perdurait aux États-Unis. Pour Josephine Butler, la position abolitionniste doit combattre la vision réglementariste : les LMV autorisent la police et l'administration sanitaire à intervenir sur le corps potentiellement infecté des prostituées. En Angleterre, ces agents sont employés des collectivités locales (sans pouvoir législatif), mais n'en représentent pas moins l'autorité de l'État. Ils ont donc pouvoir sur les corps féminins estimés dangereux tout autant que pouvoir à soupçonner que ceux-ci appartiennent à des prostituées. Butler va mener campagne contre l'État qui s'approprie le corps féminin au mépris des droits de la personne bafoués à trois occasions : la suspicion est suffisante pour arrêter ces femmes, dans les villes de garnison, et pour leur imposer ensuite un examen gynécologique ; en cas d'infection, elles sont enfermées dans un hôpital pénitentiaire.

Josephine Butlerⁱⁱ (1828-1906) née Grey appartient à une famille de la grande bourgeoisie libérale impliquée dans la réforme, celle du 1832 qui maintient le suffrage censitaire masculin en l'ouvrant aux propriétaires autres que fonciers ainsi que celle de l'abolition de la traite, puis de l'esclavage (1780-1833). En 1852, la plus belle femme d'Angleterre comme certains le disent épouse George Butler, inspecteur scolaire, puis proviseur, qui soutient toute sa vie les engagements de sa femme quoi qu'il en coûte à sa propre carrière. Nombre d'hommes participent aux différentes campagnes d'émancipation des femmes aux côtés de leurs épouses ou filles, à celle pour le vote législatif, celle pour l'éducation universitaire des femmes, pour les droits individuels des épouses, pour la dénonciation des niveaux de salaire féminin. L'ensemble de ces campagnes est appelé le Mouvement des femmes. Josephine Butler participe

activement à celle qui demande l'accès des femmes à l'université et aux diplômes ; en 1867, elle est Présidente du Comité régional du Nord pour une éducation universitaire des femmes tandis que la campagne suffragiste débute. Elle participe aussi au Comité pour la législation sur la propriété des épouses (1868). Pragmatiquement, elle affirme que les célibataires des classes moyennes comme des classes laborieuses ne peuvent pas être économiquement indépendantes hors du mariage ou de l'emploi, mais sans remettre en question la spécificité des sexes.ⁱⁱⁱ D'ailleurs, Butler ne condamne pas les prostituées, permanentes ou occasionnelles, qu'elle voit comme des victimes économiques sans autre choix que de faire commerce de leur corps pour un revenu unique ou complémentaire.

À la fin des années 1860 et au début des années 1870, il est encore difficile pour des femmes « respectables » de parler en public ; des sympathisants masculins lisent alors leur discours à la tribune pour qu'elles échappent à la stigmatisation de « la femme publique », c'est-à-dire celle qui trahit la bienséance et la moralité. Pourtant, dès la création de la branche féminine de l'Association nationale pour l'abrogation des lois sur les maladies vénériennes (1869, « *Ladies' National Association for the Repeal of the Contagious Diseases Acts*»), Butler à la fois admirée et haïe devient la figure de proue de cette campagne. Oratrice hors pair, elle multiplie les discours en public et les articles sur la liberté des prostituées et sur les maladies vénériennes. Comme les autres, elle accepte les implications d'une telle campagne sur sa réputation et sa famille. Par exemple, le Mouvement des femmes choisit unanimement de se dissocier de la campagne de Butler afin de mieux lutter contre le stéréotype de la femme dépravée qui serait la seule à vouloir son émancipation ; à titre personnel, les femmes militantes la soutiennent généralement, notamment financièrement. Parler en public de prostitution féminine, de sexualité masculine et de maladies « honteuses » demande un courage personnel et physique, d'autant que la carrière des autres membres de la famille s'en trouve limitée. L'Association des Dames est un groupe exclusivement féminin, stratégiquement monté pour renforcer la lutte contre les LMV ; celui des hommes est mis en veille sauf sous sa forme parlementaire (libérale) avec James Stanfeld et Henry J. Wilson, puis James Stuart. Henry Wilson, député libéral, est Secrétaire général de *the Northern Counties Electoral League For The Repeal Of The Contagious Diseases Acts* (Ligue électorale du Nord pour l'abrogation des lois sur les maladies vénériennes. De 1870 à 1886, l'Association des Dames publie un hebdomadaire *The Shield* (« Le Bouclier ») largement diffusé et auquel Butler contribue régulièrement.

L'argumentaire de la campagne repose sur la définition politique de l'individu. Depuis le XIII^e siècle, puis le XVII^e (1679), l'*Habeas Corpus* rappelle au pouvoir exécutif qu'il ne peut pas emprisonner sans justification les sujets anglais. Toutes les étapes des LMV constituent une violation de la liberté individuelle ; interpellation sans raison, examen gynécologique sans consentement et détention sanitaire sans recours possible nient l'*Habeas Corpus* en tant que loi tout en soulignant au pied de la lettre (de fait « *Non Habeas Corpus* ») l'appropriation illégale du corps féminin prostitué. Le

deuxième argument est tout aussi politique. Si les maladies vénériennes sont un problème de santé publique, l'intervention de l'État limitée aux lois d'exception n'a aucune efficacité puisque les cibles n'en sont que les prostituées, à certains endroits du pays, alors que les deux sexes se contaminent mutuellement et partout. Pris en flagrant délit d'inefficacité et d'injustice, abusant de son autorité, l'État affirme la culpabilité des femmes, sources de contamination et de destruction de la « race » anglaise tout en ignorant ceux que Butler et ses compagnes appellent « les instigateurs du vice ». Indignées, elles dénoncent ainsi le déséquilibre en matière de moralité sexuelle qui accorde aux hommes une sexualité hors mariage alors que les relations sexuelles des femmes sont strictement limitées au couple légitime : aux hommes la virilité instrumentalisant le corps féminin dont celui des prostituées, aux prostituées la persécution et aux épouses la contamination.

Parallèlement, un autre combat juridique s'organise contre la différence de droits entre les épouses et les célibataires, quasiment deux espèces différentes ; au regard de la loi, les secondes sont des individus avec des droits comme celui de contrat. Devenant corps et biens la propriété exclusive du mari, les épouses perdent toute existence juridique. N'étant plus des individus, elles peuvent difficilement réclamer des droits politiques ou civils d'où le parallèle avec l'esclave que le maître peut vendre et acheter.^{iv} Après une longue campagne, une série de lois sur la propriété des épouses les autorisent successivement à garder jusqu'à 200 livres de leurs gains (1870), à être propriétaire de leurs biens et à les gérer (1882), puis, enfin, à posséder leur corps (1884) : les épouses deviennent alors des individus, autonomes et distinctes de corps du mari. Après 1884, toutes les femmes adultes, indépendamment de leur statut matrimonial, possèdent leur propre corps, ce qui renforce leurs demandes émancipatoires comme par exemple le droit de vote. La loi qui affranchit les épouses du statut de biens (fin du « *chattel-bound* ») votée en 1884 renforce aussi la défense des prostituées occasionnelles, souvent des épouses des classes laborieuses. Puisque le corps de l'épouse n'est plus un bien du mari, pourquoi l'État le confisquerait-il à son profit alors qu'on en reconnaît à chacune la propriété pleine et indivisible en 1884 ? En plus de dénoncer les agents mandatés du pouvoir exécutif qui, de fait, interpellent uniquement des femmes des classes laborieuses, Butler appelle à la solidarité les femmes des autres classes pour qu'elles soutiennent les travailleuses injustement traitées par la loi, victimes de la pauvreté et de leur activité prostitutionnelle ; elle participe ainsi au développement d'un discours de classes au service des femmes.^v

Si Josephine Butler établit ses premiers contacts avec de jeunes prostituées par le biais d'activités philanthropiques ordinaires (elle crée un refuge pour jeunes prostituées à Liverpool en 1866), donc par des interventions ponctuelles individualisées et fidèles à une tradition morale et religieuse, la campagne pour l'abolition des LMV s'inscrit clairement dans la réforme sociale, et non plus dans la philanthropie. Les initiatives et stratégies sont collectives ; l'association a des relais parlementaires nombreux et puissants ; elle produit une littérature ciblée et informée

pour convaincre une opinion publique nationale. En vertu d'un argumentaire citoyen, elle vise à changer des lois considérées comme injustes tandis que l'ensemble du modèle législatif et social n'est pas remis en cause. Que cette campagne ait été souvent nommée « la croisade de Josephine Butler » par les contemporains tend à minorer la question soulevée par ces militantes. Certes, la tonalité religieuse propre à l'époque et certainement à Josephine Butler domine le discours, mais elle ne doit pas dissimuler la nature fondamentalement politique (d'inspiration libérale) de leur opposition au Gouvernement en place : l'État démocratique doit garantir les libertés de tous ces citoyens y compris les femmes dépourvues du droit de vote ; il doit également remédier à l'injustice faite aux femmes des classes laborieuses et implicitement aux femmes en général, deux veines argumentaires permanentes dans le discours national de l'Association des dames qui, dans le même temps, choisit de devenir internationale à partir de 1875 sous le nom de Fédération abolitionniste internationale (*International abolitionist Federation*).

De la réformatrice indignée à la professionnelle de l'agitation politique

Initiée par les Britanniques, hommes et femmes, la Fédération abolitionniste internationale hésite entre divers noms au cours du temps. Néanmoins, son objectif reste la lutte contre les États réglementaristes en Europe et dans les territoires britanniques. Les Britanniques exportent leur savoir-faire associatif et maintiennent leur pouvoir décisionnel à l'échelle de la Fédération internationale dominée par les Européens et installée à Genève. Grâce à un financement sans faille qui permet de traduire de l'anglais vers les autres langues les nombreuses lettres et législations étrangères, les actes de congrès internationaux, qui missionnent les voyageurs, notamment Josephine Butler, les Britanniques utilisent le même argumentaire en Europe et dans l'Empire relayés par des sociétés nationales (mixtes) et le siège international à Genève. Jouant habilement sur le niveau international et national de chaque pays, ils nourrissent la contestation citoyenne à la fois en Angleterre et dans chacun des pays réglementaristes en Europe : l'appropriation autoritaire de l'État du corps féminin, disent-ils, encourage la prostitution et réduit les femmes pauvres en esclavage au lieu de les éduquer moralement, de les former à l'emploi et de favoriser l'épanouissement de leur mariage. Agir hors des frontières nationales leur permet aussi de dénoncer le trafic d'êtres humains pour les besoins de la prostitution, qui est déjà international et de faire pression sur le corps médical lors de congrès internationaux. Malgré les malentendus culturels fréquents dans son activité internationale, la Fédération maintient la règle initiale de non affiliation (ni politique ni religieuse) de l'Association des Dames ouvrant l'adhésion à des individus et des collectifs divers selon les pays ; elle développe un argumentaire européen de la pauvreté qui dénonce le maintien des prostituées sous la coupe de délinquants et de trafiquants, paradoxalement ignorés par l'État réglementariste trop occupé à pourchasser les femmes contaminées, dit-elle.

En 1885, la cause de Josephine Butler est médiatiquement reprise par W.T. Stead (1849-1912), journaliste d'investigation ; il s'agit d'éclairer l'opinion publique sur les

réseaux légaux d'enfants prostitué.es en Angleterre et sur « la traite des Blanches » illégale. L'abrogation, prévue, des LMV, mais seulement en métropole (1886) libère la scène anglaise du cas des femmes adultes, mais pas de celui des très jeunes prostituées. A 36 ans, Stead,^{vi} écrivain et journaliste engagé, dirige avec succès la *Pall Mall Gazette* dont il a fait un quotidien de référence. Comme Butler, il se situe dans la mouvance libérale réformatrice. En juillet 1885, la *Pall Mall Gazette* publie le récit de l'enquête de Stead dans le Londres de la prostitution misérable et haut de gamme. Dès le 6 juillet, son premier reportage enflamme les lecteurs comme les autorités partout en Angleterre ainsi que dans les capitales étrangères :

« Une enfant de treize ans achetée cinq livres » Le journaliste y explique comment, par l'intermédiaire d'une tenancière repentie, il a lui-même acquis de sa mère la petite Lily. Trois livres furent payées immédiatement, deux après que l'enfant a été certifiée vierge. Lily est ensuite conduite chez une sage-femme qui procède à l'examen, puis dans un bordel huppé de Poland Street, dans le West End. Là, elle est déshabillée et chloroformée. Quand elle se réveille quelques moments plus tard, un homme est avec elle dans la chambre. C'est Stead ! Lily, terrorisée, est alors remise à des femmes de l'Armée du salut qui la conduisent à l'abri.^{vii}

Le sensationnalisme de l'enquête de Stead est d'une efficacité prodigieuse pour dénoncer les réseaux de prostitution enfantines en Angleterre et ceux, forcément étrangers pour Stead, de la prostitution internationale. L'attrait du sordide fonctionne à plein et le scandale est retentissant, notamment sur l'âge manifestement insuffisant de la majorité sexuelle (13 ans) ainsi que sur la prédation sexuelle organisée des hommes riches sur les enfants des classes laborieuses. La majorité sexuelle a déjà été modifiée deux fois : 12 ans (1862), 13 ans (1875) et peut l'être encore. Dans *Pucelles à vendre*, immédiatement traduit dans toute l'Europe et au-delà, qui regroupe ses articles, Stead avertit le lecteur qu'il entend faire pression sur le Parlement pour augmenter l'âge de la majorité sexuelle afin de mieux protéger les jeunes Anglaises :

Nous ne croyons pas que les membres, à la veille d'élections générales [législatives], refuseront de prendre en considération la loi qui doit protéger la fille du pauvre, loi que la Chambre des Lords elle-même a déclaré, dans trois sessions consécutives, être une nécessité impérieuse.^{viii}

Comme le souligne Stead, les députés n'ont plus le choix : les élections législatives approchent (novembre 1885) ; les Lords ont déjà accepté l'amendement après trois lectures ; la majorité des députés ne peut que le voter en deuxième, puis troisième lecture pour modifier la loi, après l'émotion et le scandale suscités par son enquête. D'ailleurs, *Pucelles à vendre* se termine par une mise en scène « héroïque » de sections : « XXIII. Le Peuple contre la Chambre des Communes » ; « XXV. Un grand et criant péril ». La dernière phrase du texte, « Ensuite, il est passé à la seconde lecture du bill », signifie aux lectrices et lecteurs que la majorité sexuelle à 16 ans est

déjà votée puisqu'il n'est nul besoin de l'écrire.^{ix} De façon caractéristique, le terme de « consentement » est questionné par Stead qui insiste sur l'ignorance sexuelle de ces vierges adolescentes même lorsqu'elles sont à la recherche d'argent instantané. L'absence de consentement constitue aussi la ligne directrice de la troisième partie de *Pucelles à vendre* (40% de l'ouvrage), détaillant les réseaux de prostitution à l'étranger ; les Anglaises sont kidnappées pour alimenter ces filières extérieures à l'Angleterre ; sans maîtrise de la langue et de la sociabilité locales, ces prostituées anglaises, culturellement marginalisées, ne peuvent même plus espérer un retour au pays. Il est à noter que Stead se soucie peu du sort des prostituées étrangères en Angleterre, à peine mentionnées.

Pucelles à vendre est un coup médiatique qui parachève la victoire de Butler : les LMV sont abrogées en Angleterre métropolitaine (1886) ; la majorité sexuelle est fixée à 16 ans (1885) et l'opinion publique ne peut plus ignorer les causes de la prostitution ni ses conséquences sur la société anglaise. Depuis 1884, les femmes sont toutes propriétaires de leur corps ; la nouvelle capacité civile et juridique des épouses disqualifie les velléités de réglementation policière et sanitaire quand elles ne sont appliquées qu'aux femmes. Pour autant, l'*Habeas Corpus* dont le principe est ainsi renforcé sur le territoire métropolitain ne peut pas garantir la liberté individuelle des femmes ni dans l'Empire, ni à l'étranger. Après l'abolition des LMV en métropole, les enfants deviennent la priorité de la protection tout comme les prostituées qui ne sont plus alors criminalisées ; en revanche, comme l'indique Stead dès 1885, la prédation sexuelle impunie menaçant le corps des anglaises vient de l'étranger.

La création de la Fédération abolitionniste internationale (1875) et la dénonciation de « la traite des Blanches » (1885) souligne combien la mobilité des individus prônée comme un « progrès » depuis plusieurs décennies dans le pays complexifie la connaissance, puis la répression éventuelle des délinquants pour ceux qui luttent contre l'asservissement des prostituées. « Le consentement », force motrice de l'individualisme politique est protégé en Angleterre puisque la réforme d'essence libérale y est finalement victorieuse, souvent après de longues campagnes. Pour autant, l'impuissance constatée face aux réseaux spécialisés dans l'exportation de prostituées pose brutalement la question de l'efficacité des différentes autorités nationales et celle de leur coordination mutuelle. Stead comme Butler soutiennent la supériorité du modèle démocratique anglais dans lequel dénonciation, opinion publique et réforme développent une vision mélioriste de la vie en société. Face à l'étranger, décrit comme un ailleurs menaçant généralement parce qu'amoral, l'idéologie de la supériorité anglaise héritée de l'anglosaxonisme est affaiblie : le corps féminin garant de la « race » anglaise et de sa reproduction est maintenant convoité depuis l'étranger ; il faut dès lors préserver le capital national auquel appartient le corps des femmes, individuellement propriétaires de celui-ci.

Qu'il s'agisse de défendre les prostituées ou la « race anglaise », que ce soit pour la Fédération abolitionniste internationale de Butler ou pour l'eugénisme (« *eugenics* »), nouvelle discipline présentée par Francis Galton en 1883, l'activité internationale apparaît indispensable au développement d'une cause, fût-elle ancrée dans la matérialité des corps. Cependant, les termes de l'équation changent pour les Anglais.e.s ; le corps féminin appartient aux femmes (1884) et leurs droits individuels sont maintenant inaliénables y compris pour les prostituées (1886); les réseaux de prostitution à l'export sont devenus des réseaux criminels qu'il faut démanteler, ce qui exige une collaboration encore inexistante entre les états. La Fédération abolitionniste internationale, solidement implantée depuis la fin des années 1870, survit à la disparition de Butler (1906). Elle apporte ensuite son expertise aux nouvelles organisations internationales comme la Société des Nations entre deux-guerres, puis à l'Organisation des Nations Unis après 1945 pour réprimer le trafic d'êtres humains, certes, mais surtout pour obliger les états à respecter les droits des femmes dans la législation internationale et nationale.

ⁱ Mary Wollstonecraft, *A Vindication of the Rights of Woman*, [1792], Penguin, 1985, p. 261 [Traduction de l'auteure]

ⁱⁱ Voir Frédéric Regard, « Introduction : Josephine butler et son époque », *Prostitution et féminisme*, [anthologie de textes traduits], ENS Éditions, 2013, p. 9-38.

ⁱⁱⁱ Josephine Butler, *The Education and Employment of Women*, 1868; Josephine Butler, *Women's Work and Women's Culture*, 1869.

^{iv} Voir le récit d'une vente d'épouses par Thomas Hardy au début de *The Mayor of Casterbridge*, 1886, [*Le maire de Casterbridge*, Gallimard, 1933].

^v Josephine Butler, « La constitution violée » [1871], « la Relevabilité morale des prostituées » [1870] In Regard, *Prostitution et féminisme*, [anthologie de textes traduits], p. 231-233 ; p. 249-253.

^{vi} Voir Dominique Kalifa, « Postface », in Stead, William, *Pucelles à vendre*, [1885] Paris, Alma, 2013.

^{vii} Kalifa, « Postface », p. 272-3.

^{viii} Stead, William, « avertissement », *Pucelles à vendre*, [1885] Paris, Alma, 2013, p. 11-12.

^{ix} Stead, *Pucelles à vendre*, p. 295, p. 268.

Bibliographie indicative

Sources primaires

Josephine Butler's Collection, International Abolitionist Federation [Français et anglais], Women's Library, London School of Economics, Londres.

Josephine Butler Papers, Women's Library, Londres.

Josephine Butler's collection, Pamphlets, Ladies' National Association et International Abolitionist Federation [Français et anglais], Women's Library, Londres.

Fawcett, Millicent Garrett, *Josephine Butler: Her Work and Principles, and their Meaning for the Twentieth Century*, 1928.

Jordan, Jane et Sharp, Ingrid (dir.), *Josephine Butler and the Prostitution Campaigns, Diseases of the Body Politic*, Londres, Routledge, 2003, 5 vol.[Anthologie de textes en anglais].

Regard, Frédéric, *Féminisme et prostitution dans l'Angleterre du XIXe siècle : la croisade de Josephine Butler*, Paris, ENS éditions, 2013 [Anthologie de textes traduits en français].

Stead, William, *Pucelles à vendre*, [1885], postface de Dominique Kalifa, p. 269-291, Paris, Alma, 2013 [Français]. [*The Maiden Tribute to Modern Babylon*, Londres, 1885].

Sources secondaires

Boyd, Nancy, *Josephine Butler, Octavia Hill, Florence Nightingale, Three women who changed their world*, Londres, Macmillan, 1982.

Jordan, Jane, *Josephine Butler*, Londres, John Murray, 2001.

Käppeli, Anne-Marie, *Sublime croisade, éthique et politique du féminisme protestant 1875-1928*, Genève, éditions Zoé, 1990.

Summers, Anne, 'Which women? What Europe? Josephine Butler and the International Abolitionist Federation', *History Workshop Journal*, issue 62, 2006, 214-231.

Walkowitz, Judith R., *Prostitution and Victorian Society: Women, Class, and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982.